



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Janvier 2019



MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat.....	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -17,734 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin janvier 2019 s'élève à -17,734 Md€ contre -10,756 Md€ à fin janvier 2018. Cette évolution (-6,978 Md€) s'explique par une baisse des recettes nettes de 6,537 Md€ et par

une variation du solde des comptes spéciaux de -2,373 Md€. Cet effet négatif est partiellement compensé par une baisse des dépenses nettes de 1,930 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 27,588 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,268 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,798 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,877 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 4,979 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (3,178 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,751 Md€, principalement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (2,133 Md€) et du programme « Equipement des forces » (1,772 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,776 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,894 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,854 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,342 Md€, notamment au titre du programme « Service public de l'énergie » (0,543 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin janvier 2019 s'élèvent à 27,588 Md€ contre 29,518 Md€ à fin janvier 2018. Cette évolution (-1,930 Md€) résulte principalement de la baisse des dépenses d'intervention à hauteur de 2,810 Md€ (essentiellement en raison d'un abondement du CAS « Pensions » par le programme « Reconnaissance et réparation du monde combattant »

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,226 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (0,998 Md€) ;

► **Mission Pouvoirs publics** : 0,991 Md€, notamment au titre du programme « Assemblée nationale » (0,518 Md€) ;

► **Mission Régimes sociaux et de retraite** : 0,914 Md€, dont 0,612 Md€ au titre du programme « Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres » ;

► **Mission Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 0,877 Md€, principalement au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » (0,661 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 0,867 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (0,845 Md€).

intervenu courant janvier en 2018 et d'un décalage calendaire du versement au Fonds national d'aide au logement au titre du programme « Aide à l'accès au logement »). Cette diminution est compensée en partie par la hausse des dépenses de fonctionnement de 0,505 Md€ (essentiellement au titre de la mission « Recherche et enseignement supérieur »).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 15,020 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 17,445 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,312 Md€, dont les autres taxes intérieures pour 1,584 Md€ (principalement au titre de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) et les droits de mutation à titre gratuit pour 0,924 Md€ ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,256 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 0,878 Md€, dont les prélèvements de solidarité pour 0,431 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,743 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,473 Md€, principalement la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour -2,038 Md€ ;

► **IR net** : -2,933 Md€ (montant négatif du fait de l'acompte de crédits et réductions d'impôt versé à hauteur de 5,528 Md€, dans le cadre de la mise en œuvre du prélèvement à la source - PAS).



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 18,753 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin janvier 2019 s'élèvent à 18,753 Md€ contre 25,221 Md€ à fin janvier 2018. Cette évolution (-6,468 Md€) s'explique essentiellement par une diminution de l'IR net de

7,835 Md€ suite à la mise en œuvre du PAS (au titre du versement des crédits et réductions d'impôt pour 5,528 Md€ et de l'évolution du calendrier de versement).

Recettes non fiscales : 0,385 Md€

Les recettes non fiscales à fin janvier 2019 s'élèvent à 0,385 Md€ contre 0,345 Md€ à fin janvier 2018.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -4,215 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin janvier 2019 s'élèvent à -4,215 Md€ contre -4,099 Md€ à fin janvier 2018.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -5,167 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » affiche des dépenses pour 8,869 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,384 Md€ (principalement au titre de la mensualisation de TF et TH) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » enregistre des dépenses pour 0,242 Md€ et des recettes pour 0,329 Md€ ;

Le solde des comptes spéciaux à fin janvier 2019 s'élève à -5,167 Md€ contre -2,794 Md€ à fin janvier 2018. Cette évolution (-2,373 Md€) s'explique essentiellement par la diminution du solde des comptes d'affectation spéciale pour 2,034 Md€

► Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » indique des dépenses pour 0,322 Md€ et des recettes pour 0,199 Md€ ;

► Le compte « **Soutien financier au commerce extérieur** » présente des recettes pour 0,295 Md€.

(essentiellement le CAS « Pensions » en diminution de 1,679 Md€ en raison d'un abondement par le programme « Reconnaissance et réparation du monde combattant » intervenu courant janvier en 2018).

Dettes financières de l'Etat au 31 janvier : 1 778,421 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours du mois de janvier 2019 concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 20,601 Md€).

Les montants nets des BTF ont diminué de 5,600 Md€.



	Mois	Cumul à fin janvier		Renvoi Page	
	Janvier	2019	2018 retraité 2018 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-17 734	-17 734	-10 756	-10 756	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	27 588	27 588	29 518	29 518	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	15 020	15 020	21 557	21 557	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	-2 933	-2 933	4 902	4 902	
- IS *	-228	-228	-149	-149	
- TVA	17 445	17 445	17 199	17 199	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 167	-5 167	-2 794	-2 794	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	541	117 455			16
Dettes financières de l'Etat	15 003	1 778 421			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	991	991	992	992
Dépenses de personnel	11 507	11 507	11 260	11 260
Dépenses de fonctionnement	6 599	6 599	6 094	6 094
Charges de la dette de l'Etat	215	215	231	231
Dépenses d'investissement	1 641	1 641	1 499	1 499
Dépenses d'intervention	6 547	6 547	9 357	9 357
Dépenses d'opérations financières	87	87	85	85
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	27 588	27 588	29 518	29 518
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	18 753	18 753	25 221	25 221
Recettes non fiscales	385	385	345	345
Prélèvements sur recettes	-4 215	-4 215	-4 099	-4 099
Fonds de concours	97	97	89	89
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	15 020	15 020	21 557	21 557
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	19 235	19 235	25 656	25 656
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-12 567	-12 567	-7 961	-7 961
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	72	72	2 106	2 106
Solde des comptes de concours financiers	-5 622	-5 622	-5 012	-5 012
Solde des comptes de commerce	372	372	101	101
Solde des comptes d'opérations monétaires	10	10	-7	-7
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-5 167	-5 167	-2 794	-2 794
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-17 734	-17 734	-10 756	-10 756



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 507	11 507	11 260	11 260
Rémunérations d'activité	6 438	6 438	6 298	6 298
Cotisations et contributions sociales	5 029	5 029	4 911	4 911
Prestations sociales et allocations diverses	40	40	52	52
AUTRES TITRES	16 081	16 081	18 258	18 258
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	991	991	992	992
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	6 599	6 599	6 094	6 094
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 793	1 793	1 778	1 778
Subventions pour charges de service public	4 806	4 806	4 317	4 317
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	215	215	231	231
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	215	215	231	231
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 641	1 641	1 499	1 499
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 084	1 084	1 046	1 046
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	557	557	453	453
Titre 6 - Dépenses d'intervention	6 547	6 547	9 357	9 357
Transferts aux ménages	2 934	2 934	5 363	5 363
Transferts aux entreprises	827	827	1 038	1 038
Transferts aux collectivités territoriales	394	394	372	372
Transferts aux autres collectivités	2 392	2 392	2 577	2 577
Appels en garantie	0	0	7	7
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	87	87	85	85
Prêts et avances	10	10	1	1
Dotations en fonds propres	4	4	9	9
Dépenses de participations financières	73	73	76	76
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	27 588	27 588	29 518	29 518



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2019		Cumul à fin janvier 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES	0	0	0	0	0
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	0	0	0	0	0
Fonds pour la transformation de l'action publique	0	0	0	0	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	510	324	510	324	346
Action de la France en Europe et dans le monde	180	136	180	136	143
Diplomatie culturelle et d'influence	249	110	249	110	116
Français à l'étranger et affaires consulaires	81	78	81	78	86
Présidence française du G7	0	0	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	229	209	229	209	211
Administration territoriale	137	127	137	127	126
Vie politique, culturelle et associative	1	1	1	1	0
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	91	81	91	81	84
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	340	217	340	217	217
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	260	142	260	142	142
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	33	29	33	29	28
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	47	46	47	46	46
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	389	466	389	466	475
Aide économique et financière au développement	0	76	0	76	76
Solidarité à l'égard des pays en développement	389	390	389	390	399
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	1 621	30	1 621	30	1 623
Liens entre la Nation et son armée	7	1	7	1	1
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	1 583	13	1 583	13	1 615
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	31	16	31	16	7
COHESION DES TERRITOIRES	13 069	867	13 069	867	1 767
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	20	0	20	0	0
Aide à l'accès au logement	13 026	845	13 026	845	1 746
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	1	2	1	2	1
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	2	3	2	3	3
Interventions territoriales de l'Etat	6	4	6	4	3
Politique de la ville	13	14	13	14	14
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	102	89	102	89	86
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	37	32	37	32	29
Conseil économique, social et environnemental	40	40	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	25	17	25	17	17
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	183	111	183	111	123
Patrimoines	88	41	88	41	40
Création	27	8	27	8	9
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	67	62	67	62	75
DEFENSE	6 149	4 751	6 149	4 751	4 398
Environnement et prospective de la politique de défense	355	180	355	180	150
Préparation et emploi des forces	1 411	667	1 411	667	691
Soutien de la politique de la défense	2 390	2 133	2 390	2 133	2 096
Equiperment des forces	1 993	1 772	1 993	1 772	1 461
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	97	66	97	66	71
Coordination du travail gouvernemental	50	33	50	33	32
Protection des droits et libertés	14	4	14	4	13
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	34	29	34	29	26



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2019		Cumul à fin janvier 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 627	1 342	1 627	1 342	1 363
Infrastructures et services de transports	208	60	208	60	200
Affaires maritimes	65	9	65	9	11
Paysages, eau et biodiversité	1	1	1	1	3
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie ⁽²⁾	119	118	119	118	120
Prévention des risques	41	14	41	14	16
Energie, climat et après-mines	221	219	221	219	91
Service public de l'énergie	543	543	543	543	542
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	430	377	430	377	381
ECONOMIE	184	91	184	91	88
Développement des entreprises et régulations	131	42	131	42	43
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	33	34	33	34	33
Stratégie économique et fiscale	20	15	20	15	12
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	225	225	225	225	273
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	215	215	215	215	231
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	7
Epargne	11	11	11	11	35
Dotation du Mécanisme européen de stabilité ⁽²⁾	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 774	6 268	6 774	6 268	6 133
Enseignement scolaire public du premier degré	1 880	1 877	1 880	1 877	1 803
Enseignement scolaire public du second degré	2 803	2 798	2 803	2 798	2 782
Vie de l'élève	920	609	920	609	532
Enseignement privé du premier et du second degrés	787	751	787	751	767
Soutien de la politique de l'éducation nationale	268	148	268	148	155
Enseignement technique agricole	116	84	116	84	93
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	963	877	963	877	932
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	725	661	725	661	711
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	102	97	102	97	105
Facilitation et sécurisation des échanges	122	117	122	117	111
Fonction publique	13	2	13	2	6
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	247	152	247	152	128
Immigration et asile	175	152	175	152	128
Intégration et accès à la nationalité française	72	0	72	0	0
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	0	0	0	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0
JUSTICE	1 035	745	1 035	745	745
Justice judiciaire	400	286	400	286	301
Administration pénitentiaire	277	260	277	260	246
Protection judiciaire de la jeunesse	152	51	152	51	49
Accès au droit et à la justice	129	128	129	128	123
Conduite et pilotage de la politique de la justice	77	19	77	19	25
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	0	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	89	69	89	69	65
Presse et médias	89	69	89	69	65
Livre et industries culturelles	0	0	0	0	0
OUTRE-MER	26	11	26	11	24
Emploi outre-mer	16	9	16	9	15
Conditions de vie outre-mer	10	2	10	2	10



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2019		Cumul à fin janvier 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	991	991	991	991	992
Présidence de la République	103	103	103	103	103
Assemblée nationale	518	518	518	518	518
Sénat	324	324	324	324	324
La Chaîne parlementaire	34	34	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	12	12	12	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	17 461	4 979	17 461	4 979	4 426
Formations supérieures et recherche universitaire	12 597	3 178	12 597	3 178	3 138
Vie étudiante	1 154	312	1 154	312	249
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	543	188	543	188	190
Recherche spatiale	1 768	673	1 768	673	586
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1 171	591	1 171	591	205
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	33	19	33	19	36
Recherche duale (civile et militaire)	172	0	172	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	24	18	24	18	22
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	5 556	914	5 556	914	932
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 727	612	3 727	612	616
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	748	88	748	88	89
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 082	213	1 082	213	226
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	-4	1	-4	1	0
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	-3	0	-3	0	0
Concours spécifiques et administration	0	1	0	1	0
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	13 465	13 408	13 465	13 408	7 156
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	12 965	12 908	12 965	12 908	6 599
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	500	500	500	500	557
SANTE	36	14	36	14	14
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	36	14	36	14	14
Protection maladie	0	0	0	0	0
SECURITES	1 744	1 776	1 744	1 776	1 653
Police nationale	893	894	893	894	857
Gendarmerie nationale	818	854	818	854	762
Sécurité et éducation routières	2	2	2	2	2
Sécurité civile	31	25	31	25	33
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	10 684	1 226	10 684	1 226	1 166
Inclusion sociale et protection des personnes	50	14	50	14	2
Handicap et dépendance	9 976	998	9 976	998	945
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	657	214	657	214	219
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	830	84	830	84	14
Sport	106	8	106	8	8
Jeunesse et vie associative	493	73	493	73	3
Jeux olympiques et paralympiques 2024	231	4	231	4	3
TRAVAIL ET EMPLOI	1 973	692	1 973	692	1 254
Accès et retour à l'emploi	1 755	526	1 755	526	888
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	165	114	165	114	311
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0	0	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	53	52	53	52	54
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	86 596	40 995	86 596	40 995	36 674
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	73 131	27 588	73 131	27 588	29 518

(1) Création en LFI 2019

(2) Changement de libellé en LFI 2019



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	2 781	2 781	5 192	5 192
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	148	148	140	140
Impôt sur les sociétés (C)	1 154	1 154	1 050	1 050
Impôt sur les sociétés	1 136	1 136	1 032	1 032
Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés	19	19	18	18
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	878	878	385	385
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	83	83	135	135
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	204	204	65	65
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	116	116	132	132
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	0	0	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	4	4	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	3	1	1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	2	1	1
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	22	22	11	11
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	431	431	4	4
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Recettes diverses	12	12	34	34
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 256	1 256	1 282	1 282
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	22 630	22 630	20 958	20 958
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 312	3 312	3 371	3 371
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	57	57	74	74
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	22	22	16	16
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	2	2	3	3



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	290	290	326	326
Mutations à titre gratuit par décès	634	634	836	836
Contribution de sécurité immobilière	73	73	78	78
Autres conventions et actes civils	39	39	45	45
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	50	50	47	47
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	16	16	14	14
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	14	14	14	14
Timbre unique	46	46	41	41
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 584	1 584	1 389	1 389
Autres droits et recettes accessoires	0	0	6	6
Amendes et confiscations	3	3	4	4
Taxe générale sur les activités polluantes	2	2	21	21
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	8	8	5	5
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	8	8	8
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	4	4	4
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	1	1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	180	180	168	168
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	50	50	47	47
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	34	34	35	35
Prélèvement sur les paris sportifs	40	40	32	32
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	6	6	5	5
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	127	127	123	123
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	21	21	27	27
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	32 160	32 160	32 377	32 377
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	18 753	18 753	25 221	25 221



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	2	2	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	2	2	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	35	35	38	38
Revenus du domaine public non militaire	3	3	11	11
Autres revenus du domaine public	1	1	1	1
Revenus du domaine privé	25	25	24	24
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	0	0	0	0
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	4	4	1	1
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	2	2	1	1
Produits de la vente de biens et services (C)	80	80	82	82
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	1	1	1	1
Autres frais d'assiette et de recouvrement	78	78	79	79
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	1	0	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	0	0	0
Autres recettes diverses	0	0	1	1
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	19	19	14	14
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	1	1	1	1
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	0	0	0	0
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	17	17	11	11
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	1	2	2



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	94	94	83	83
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	45	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	0	0	0
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	2	2	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	45	45	35	35
Frais de poursuite	1	1	1	1
Frais de justice et d'instance	1	1	1	1
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	154	154	129	129
Reversements de Natixis	35	35	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	2	2	2
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	10	10	13	13
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	0	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	1	0	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	1	1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0
Récupération d'indus	6	6	1	1
Recouvrements après admission en non-valeur	10	10	11	11
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	6	6	6	6
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	2	2	2
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	41	41	49	49
Produits divers	2	2	1	1
Autres produits divers	38	38	39	39
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	385	385	345	345



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2019	2018 retraité	2018 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 473	-2 473	-2 406	-2 406
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 038	-2 038	-2 060	-2 060
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	0	-1	-1
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-172	-172	-94	-94
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-2	-2	-1	-1
Dotations élus locaux	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-251	-251	-251	-251
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotations de compensation liées au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-9	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 743	-1 743	-1 693	-1 693
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 215	-4 215	-4 099	-4 099
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	89	89	80	80
Fonds de concours - coopération internationale	9	9	9	9
TOTAL FONDS DE CONCOURS	97	97	89	89



unité : million d'€.

	Mois de janvier		Cumul à fin janvier					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	4 729	4 801	4 729	4 693	4 801	6 799	72	2 106
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	48	0	0	48	50	48	50
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	7	80	7	8	80	100	73	93
Développement agricole et rural	0	3	0	0	3	3	3	3
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	0	31	0	0	31	31	31	31
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	4	0	0	4	25	4	25
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	11	30	11	15	30	36	19	22
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	10	2	10	0	2	3	-8	3
Pensions	4 701	4 604	4 701	4 671	4 604	6 252	-98	1 581
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	0	298	0	298
Transition énergétique	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de concours financiers	9 209	3 587	9 209	8 821	3 587	3 809	-5 622	-5 012
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à l'audiovisuel public	322	199	322	325	199	207	-123	-118
Avances aux collectivités territoriales	8 869	3 384	8 869	8 471	3 384	3 598	-5 484	-4 873
Prêts à des Etats étrangers	18	3	18	26	3	4	-15	-22
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de commerce	367	739	367	393	739	494	372	101
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	34	9	34	39	9	7	-25	-32
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	10	13	10	11	13	13	4	2
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	0	1	0	1	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	17	86	17	4	86	56	70	52
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	242	329	242	242	329	406	88	164
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	4	3	2	4	3	1	1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	1	1	2	1	2	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	60	295	60	92	295	6	235	-86
Comptes d'opérations monétaires	60	69	60	71	69	64	10	-7
Emission des monnaies métalliques	2	15	2	2	15	13	12	11
Opérations avec le Fonds Monétaire International	57	54	57	69	54	51	-2	-18
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 365	9 196	14 365	13 978	9 196	11 166	-5 169	-2 812
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 308	9 141	14 308	13 909	9 141	11 115	-5 167	-2 794

(1) Changement de libellé en LFI 2019



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2019
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	367	-4	363
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	-1	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	418	-108	310
	Total organismes à caractère financier	796	-112	683
	CEPL			
	Régions	2 502	484	2 985
	Départements	7 206	-837	6 369
	Communes	25 649	-709	24 941
	HLM	310	-84	226
	Autres	25 278	-1 047	24 231
	Total CEPL	60 944	-2 192	58 751
	Etablissements publics de santé	5 179	434	5 613
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 886	812	12 698
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	5 462	205	5 668
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 615	2 075	5 690
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 318	-246	1 072
	Total établissements publics nationaux	22 282	2 847	25 129
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	12 362	-16	12 346
	Union européenne	2 143	-739	1 404
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés			
Fonds et Fondations	52	-1	51	
GIP	777	51	827	
EPLÉ	2 523	277	2 800	
Autres correspondants	9 788	41	9 829	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	47	-47	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 187	320	13 507	
Total Dépôts de fonds du Trésor	116 892	541	117 433	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	22	0	22
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	22	0	22
Total Passif (A)		116 914	541	117 455
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		116 913	541	117 455



	Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2019
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 756 420	15 001	1 771 421
Titres négociables à moyen et long terme	1 643 520	20 601	1 664 121
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 643 520	20 601	1 664 121
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 423 899	18 779	1 442 678
- <i>taux variable</i>	194 761	1 753	196 514
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	112 900	-5 600	107 300
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	112 900	-5 600	107 300
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 998	2	6 999
TOTAL (A+B+C)	1 763 417	15 003	1 778 421



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2018 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2018 retraité » sont, à ce stade, identiques aux données « 2018 exécuté ». Ces chiffres seront corrigés, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2019.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dette financière de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.